



Projet de création d'une direction générale des enseignements et de la démocratie culturelle

On va droit dans le mur !

PARIS > 4 mars 2025

COMMENT FAIRE DU NEUF AVEC DU VIEUX QUI N'A JAMAIS MARCHÉ

Le projet de réforme du pilotage central de l'enseignement et de la recherche que la ministre veut boucler en 3 mois est un **vieux serpent de mer** ! Dans les faits, ce ne serait rien d'autre qu'une compilation de **poncifs néolibéraux** façon « RGPP » (mutualisation des services « à moindre coût », autonomisation des écoles, transferts de gestions) qui entend donner un nouvel élan à des « réformes » pas plus originales mais toujours coincées dans les tuyaux (« autonomie » des établissements, statut des enseignants, financement sur fonds propres, alternance...).

Tout d'abord, cette nouvelle restructuration fait l'impasse sur le bilan de l'actuelle organisation de l'administration centrale. Ensuite, elle ne pourra pas non plus mettre à profit **l'analyse de la tutelle ministérielle** sur ses opérateurs et de leurs **modèles économiques** - jamais réalisée après le déploiement de l'Organisation de l'Administration Centrale (OAC) mais pourtant annoncée...

UNE MAYONNAISE D'ORGANIGRAMMES POUR ASSAISONNER LA FUTURE CAMPAGNE ÉLECTORALE DE RACHIDA DATI

Le calendrier annoncé – tout doit être bouclé pour mai 2025 – est uniquement lié aux ambitions politiques de notre ministre et est tout simplement **intenable** et **extrêmement brutal** pour les personnels du ministère. La mayonnaise d'organigrammes déjà préparée par le Secrétaire général le préfigurateur risque de vite tourner faute de prendre en compte les ingrédients essentiels : les agent.e.s et leurs missions de service public culturel.

« VOUS N'AVEZ PAS LE CHOIX, SINON VOUS PARTEZ », DIXIT LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AUX PERSONNELS DE CENTRALE

Si nous ne stoppons pas ce projet, la nouvelle organisation de l'administration centrale va engendrer de manière **autoritaire** de nouvelles fiches de postes risquant de modifier complètement certaines missions, de nouveaux

rattachements hiérarchiques et fonctionnels, de nouveaux lieux de travail (notamment pour celles et ceux qui, venant d'être transféré.e.s des Bons-Enfants au Quadrilatère, devront faire le chemin inverse...), des réorganisations en cascade au sein des DG, **sans que les agent.e.s n'ait aucun un mot à dire.**

Et combien de journées et de personnels accaparés à ne plus faire que ça au détriment des politiques à conduire !

LA PORTE DE LA MINISTRE EST CONDAMNÉE : MAIS QUE FAIT LA MISSION CAMUS ?

Malgré ses affirmations à sa prise de fonction et lors de ses vœux, la porte de notre ministre est hermétiquement fermée : nous attendons toujours sa réponse au [courrier intersyndical](#) du 10/02 demandant de suspendre le projet actuel. Si l'organisation actuelle nécessite des améliorations, celles-ci doivent s'appuyer sur son bilan et sur une réflexion collective et transversale relatives aux politiques ministérielles d'enseignements, de recherche et de démocratie culturelle.

La CGT est prête à débattre sur ces enjeux !

Mais il faudrait pour cela que la ministre comprenne l'intérêt d'une véritable participation de ses personnels en charge du service public. Encore faudrait-il aussi que la réforme de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la démocratie culturelle ait pour préalable la volonté de faire vivre la démocratie au sein du ministère de la culture.

NOUS EXIGEONS :

- **La suspension immédiate du projet**
- **Le maintien de l'ensemble des missions de la DG2TDC**
- **Un bilan de l'OAC**
- **Une redéfinition des coopérations entre DG et avec le SG ; entre l'AC, les DRAC et les écoles**
- **Le retour d'une véritable tutelle pédagogique de l'AC sur les écoles nationales et territoriales**